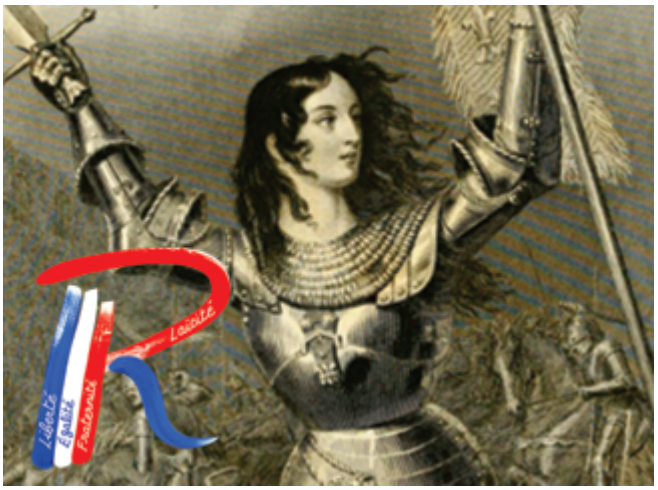
Quels sont les nouveaux rapports de force au nouveau Parlement européen ?

écrit par Christine Tasin | 28 mai 2019



Eurosceptiques et populistes devraient représenter 22,7% des voix au Parlement européen, ils n'ont donc pas la majorité pour pouvoir mettre en échec la Commission européenne, mais ils représentent dorénavant la 2ème force politique du Parlement s'ils travaillent ensemble et les autres, en face, n'ont plus la majorité du fait des groupes et alliances. Et la bataille va être chaude autour de la nomination du Président de la Commission européenne. On a vu la semaine dernière que Merkel et Macron se crêpaient le chignon, la première voulant l'allemand Weber, le second le français Barnier, mais l'espagnol Sanchez veut lui aussi imposer son poulain et d'autres….

Un petit article du Monde qui donne quelques pistes pour comprendre…. En gardant à l'esprit que le Monde est pro-européiste, pro-mondialisation, pro-Macron….

Les partis proeuropéens sont parvenus à contenir la poussée des eurosceptiques lors des Elections européennes, qui se sont terminées dimanche, mais la dispersion des

voix augure des négociations délicates entre les groupes pour former des alliances au sein du Parlement.

- **A qui la victoire, à qui les postes ?**

D'après les projections fondées sur les résultats partiels provisoires, **aucune des grandes formations europhiles ne peut revendiquer une victoire.**

Le bloc de centre droit, constitué du Parti populaire européen (PPE), avec 174 sièges estimés, et des sociaux-démocrates (153), ont **perdu leur majorité pour la première fois depuis 1979.**

Le processus de désignation du président de la Commission européenne et des principaux postes, qui débute dès aujourd'hui à Bruxelles, devrait en être bouleversé, sans permettre aux Libéraux et aux centristes réunis au sein de l'ALDE (106 sièges) de s'installer aux commandes, ou aux Verts (68) de jouer les faiseurs de roi.

- **Eurosceptiques et populistes en hausse**

Ces forces sortent renforcées du scrutin. Mais leurs divisions profondes risquent d'entraver leur capacité à former une coalition homogène dans le nouvel hémicycle.

En France, **le Rassemblement national arrive en tête avec 23,4 % des voix**. En Italie, la Ligue de Matteo Salvini devance largement les autres listes avec 33,6 % des voix. Au Royaume-Uni, le Parti du Brexit de Nigel Farage recueille 31,7 % des suffrages. En Hongrie, le parti souverainiste Fidesz du Hongrois Viktor Orban est crédité d'une victoire écrasante avec 56 % des voix.

- **Une poussée verte**

Les Verts allemands ont quasi doublé leur score à 20,7 %, tandis qu'en France, la liste **Europe-Ecologie-Les Verts devient la troisième force du pays**, rassemblant 13,4 % des voix. En Finlande, les écologistes sont la formation qui a le plus progressé avec près de 15 % des voix.

- **Une participation en forte hausse**

Déjouant les pronostics qui annoncait une hausse de l'abstention, **la participation atteindrait 51 % dans l'Union**, selon les chiffres du Parlement.

En Allemagne, elle a bondi de 11 points par rapport à 2014 à 59 % et, en France, avec 50,7 %, elle a dépassé de sept à dix points celle du dernier scrutin de 2014 – soit le taux le plus élevé depuis 1994.

Plusieurs autres pays étaient sur la même ligne : autour de 35 % en Espagne contre 24 % en 2014 ; 15 % en Pologne contre un peu plus de 7 % ; ou encore 17 % en Hongrie contre 11,5 % au dernier scrutin européen. Auparavant, la participation, en baisse régulière au fil des consultations, était tombée à 42 % lors de la dernière consultation en 2014.

https://www.lemonde.fr/international/live/2019/05/27/elections-europeennes-2019-en-direct-les-enseignements-du-scrutin_5467862_3210.html

VOS QUESTIONS

> *Bonjour,Quelles sont les principales lignes de fractures entre les 3 groupes eurosceptiques ? Sur quels sujets peuvent-ils se retrouver ? Et merci pour votre live*

Cécile Ducourtieux : Les trois principaux partis classés à droite du PPE, la droite classique, sont l'ECR (Conservateurs et réformistes européens), l'EFDD (Europe de la liberté et de la démocratie directe), et l'ENL (Europe des nations et des libertés). Ils ont chacun leur identité propre : l'ECR s'est construit autour de deux "noyaux": les ultraconservateurs du PiS, le parti au pouvoir en Pologne. Et les conservateurs (Tories) britanniques, pas franchement un parti d'extrême droite pour le coup.
L'ENL a été créé autour du Front national (devenu RN), en 2015, et regroupe la Ligue italienne, l'AfD allemande ou le FPÖ autrichien. Il est jugé plutôt prorusse, donc infréquentable par les élus du PiS polonais. Enfin, l'EFDD a été fondé en 2009 essentiellement autour des élus britanniques du parti europhobe UKIP, dont Nigel Farage était à l'époque le chef de file. Il a récupéré, sur la législature 2014-2019, l'essentiel des élus italiens du Mouvement 5 étoiles. Et il pourrait accueillir les nombreux élus du Parti du Brexit, le nouveau parti créé par M. Farage…

Difficile, à première vue, d'identifier des sujets sur lesquels ces groupes pourraient forger une alliance solide: la plupart sont très nationalistes et leur solidarité s'arrête à leurs frontières nationales. La ligue italienne veut renvoyer les réfugiés ailleurs en Europe. Les Polonais ne veulent pas en entendre parler…. Peut-être la volonté d'affaiblir le rôle de la commission européenne? La plupart dénoncent un soit-disant "diktat" de Bruxelles.

VOS QUESTIONS

Bonjour, Le jour où le Brexit entrera en vigueur et que les 73 députés européens britanniques devront partir, quelle sera la couleur politique des députés qui entreront ? Seront-ils susceptibles de modifier les rapports de force ?

-Jordan (pas Bardella)

Cécile Ducourtieux : Question difficile. Le Parlement européen n'a pas encore publié de projections officielles, il faut dire que la question est politiquement très sensible. Seule chose que l'on peut dire, a priori : si les élus britanniques partent, mécaniquement, les groupes politiques qui y perdront le plus seront les sociaux-démocrates, les libéraux, et l'EFDD, gonflée par la cohorte des députés du Parti du Brexit de Nigel Farage. Mais comme il a été décidé, en 2018, qu'une partie des 73 sièges laissés vacants par les Britanniques en cas de Brexit seraient redistribués aux Etats membres (5 pour la France, 3 pour l'Italie, 3 pour les Pays-Bas, etc.), certains partis pourraient limiter leur recul. Ces postes seront en effet redistribués nationalement, aux partis, en fonction de leurs performances lors du scrutin.

VOS QUESTIONS

Peut-on imaginer une coalition majoritaire sans le PPE au parlement européen ? Notamment suite au Brexit?

-MayDay

Cécile Ducourtieux : Cela paraît difficile, même en allant chercher l'appui de la GUE, l'extrême gauche de l'hémicycle : le cumul des sièges, avec les Verts, les sociaux-démocrates et les Libéraux resterait inférieur de 10 sièges à la majorité absolue requise. Sans compter qu'il paraît difficile d'imaginer que des formations très libérales s'associent à des communistes, alors qu'elles ont bien plus d'affinité avec la droite européenne. Donc, le PPE reste incontournable, même s'il sort affaibli de ce scrutin (il perd 36 sièges, à 180 dans le prochain hémicycle).

VOS QUESTIONS

Bonjour Les alliances entre groupes seront-elles des alliances programmatiques ou de circonstance ?

-Aboke

Cécile Ducourtieux : Les deux…Les quatre grands groupes qui entament les discussions, lundi 27 mai, au lendemain des élections, PPE, S&D, ALDE et les Verts, espèrent d'abord tomber d'accord sur un programme de travail de cinq ans pour la prochaine Commission. Pour le Parlement, l'enjeu est fort : l'institution, qui a toujours à cœur de faire respecter ses prérogatives, veut peser au maximum dans l'agenda de l'Union des prochaines années, et spécialement sur celui de la Commission, qui seule, dispose du pouvoir d'initiative des lois de l'Union.
Les alliances sont aussi, évidemment, de circonstance : le PPE se serait peut-être passé d'une discussion avec les Verts, dont le programme en matière environnementale est bien plus ambitieux que le leur. Mais pour une majorité très large face aux populistes, il n'a pas trop le choix. Idem pour les Socialistes et une partie des Libéraux qu'on sent tentés par une coalition sans la droite, une première depuis 1979. Mais là aussi, ils auront du mal à snober le PPE : avec les Verts, ils sont à 324 sièges, et n'atteignent donc pas la majorité absolue de 376 sièges requise.
VOS QUESTIONS

> *Bonjour,Quelles sont les prochaines échéances clés dans les prochaines semaines pour la selection des candidats aux postes clés (Présidents du Parlement, Commission, Conseil européen), et dans quel ordre cela sera-t-il annoncé ?*
>
> ***-Marion S***

Cécile Ducourtieux : Le ou la présidente du Parlement européen doit être confirmé par un vote en plénière du nouvel hémicycle, la semaine du 2 juillet. Le ou la président·e de la Commission doit aussi être confirmé·e, par un vote à la majorité absolue en plénière, mi-juillet. Ce calendrier doit permettre une entrée en fonctions de la Commission européenne renouvelée début novembre, le ou la président·e de l'institution ayant tout l'été pour choisir son collège de commissaires (venant des 28 pays de l'Union), et le Parlement européen, le début de l'automne, pour les auditionner.
Mais ce calendrier est assez théorique : il sera tenu si, courant juin, le Parlement européen et les 28 gouvernements parviennent à s'entendre sur ces postes-clés. Ce qui n'a rien d'évident, Berlin défendant, par exemple, Manfred Weber pour remplacer Jean-Claude Juncker alors qu'Emmanuel Macron semble plutôt vouloir soutenir les candidatures du Français Michel Barnier ou de la Danoise Margrethe Vestager.
VOS QUESTIONS

> *Bonjour. Quels sont les principaux pretendants pour les postes de Président de la Commission européenne, Président du Conseil européen et Président de la Banque centrale européenne ?*
>
> ***-Otto***

Cécile Ducourtieux : Il y a trois types de prétendants. Les officiels, les officieux, et les fantômes. Commençons par les officiels : à l'automne 2018, les principaux groupes politiques, conservateurs du PPE et sociaux-démocrates du S&D ont décidé de se choisir des têtes de liste candidates à la succession de M. Juncker à la Commission. Il s'agit du Bavarois Manfred Weber et du Néerlandais Frans Timmermans. Les libéraux n'ont joué qu'à moitié le jeu, préférant nommer une équipe de candidats, dont la Danoise Margrethe Vestager, commissaire à la concurrence, qui sort nettement du lot.

Parmi les candidats officieux, le plus évident est le Français Michel Barnier, membre du PPE, négociateur en chef de l'UE pour le Brexit. Il aurait pu se présenter à la primaire interne du PPE, contre M. Weber à l'automne 2018, mais a préféré continuer à mener la négociation du divorce avec Londres. Désormais, il se tient en réserve, au cas où la candidature de M. Weber déraillerait.
Enfin, il y a tous les candidats « fantômes » ou « surprises », ceux dont on parle à Bruxelles depuis des mois alors qu'ils n'envisagent probablement pas de se lancer. Ainsi Angela Merkel, la chancelière allemande. Sur cette longue liste aussi, tous les dirigeants désormais disponibles, car au terme de leur mandat ou balayés par une récente élection : le Belge Charles Michel, la Lituanienne Dalia Grybauskaité. Et ceux tentés par une carrière européenne : le premier ministre néerlandais, Mark Rutte, la dirigeante de la banque mondiale Kristalina Georgieva…
VOS QUESTIONS

> *Bonjour,En Allemagne (par exemple) il n'y a pas de seuil de 5% pour entrer au parlement européen. Ca me semble plus représentatif. Est-il prévu d'harmoniser les méthodes de votes en Europe ? Et si oui, plus vers le seuil de 5 % ou bien l'inverse ?*
>
> ***-Européenne***

Cécile Ducourtieux : Bonjour, non, à ma connaissance, il n'est pas prévu d'harmoniser ce seuil. Il reste défini au niveau national.

VOS QUESTIONS

> *Ne se dirige-t-on pas vers un parlement europeen ingouvernable car incapable de former un coalition majoritaire stable?*
>
> ***-Samivel51***

Cécile Ducourtieux : C'est peu probable: les quatre grands partis pro-européens, les conservateurs du PPE, les sociaux-démocrates du S&D, les libéraux d'ALDE et les Verts, ont une pression maximale pour faire barrage aux eurosceptiques et populistes qui, à eux tous, devraient peser 171 sièges (22,7 % de l'hémicycle). Mais les discussions entre eux s'annoncent ardues. Joseph Daul, le président du PPE, a annoncé, dimanche 26 mai au soir, que son parti ne réclamait qu'un poste, mais le plus puissant de l'Union : la présidence de la Commission, pour Manfred Weber, le champion, allemand, de la CDU-CSU.
L'ALDE et les sociaux-démocrates ne sont pas prêts à l'accepter, chacune de ces formations ayant des têtes de liste concurrentes (Frans Timmermans chez les S&D, Margrethe Vestager chez les libéraux). Quand aux Verts, malgré qu'ils pèsent beaucoup moins que les trois autres formations (69 sièges, contre respectivement 180 au PPE, 146 au S&D et 109 à ALDE), mais ils vont exiger qu'une coalition parlementaire s'engage sur un programme environnemental ambitieux. Or, celui du PPE est pour le moins léger en la matière.

VOS QUESTIONS

> *Bonjour qu'elle est la place qu'on les extrême en terme d'importance au parlement*

européen? Y a t'il un risque de danger pour l'Europe

-Lor

Bonjour Lor,
A en croire les projections du Parlement., les trois formations eurosceptiques de l'hémicycle – l'Europe des nations et des libertés (ENL, de Marine Le Pen et Matteo Salvini), les Conservateurs et réformistes européens (ECR, dominé notamment par des élus polonais et britanniques) et Europe de la liberté et de la démocratie directe (EFDD, de Nigel Farage et du Mouvement 5 Etoiles) – pourraient obtenir 172 sièges dans le futur hémicycle (sur un total de 751 sièges).
Comparé aux 155 sièges raflés par ces trois formations en 2014, le gain peut paraître modeste : moins d'une vingtaine. Mais réunies, elles constituent désormais la deuxième force politique du nouvel hémicycle, plus très loin des conservateurs du Parti populaire européen (179 sièges). Les sociaux-démocrates du PSE obtiennent eux 150 sièges.
La question est maintenant de savoir si ces formations de nationalistes accepteront de travailler ensemble, et si les partis pro-européens sauront se rassembler pour leur faire barrage.
VOS QUESTIONS

Bonjour,A-t-on des chiffres sur la participation des 18-25 ans en France et pour tous les 28 ?

-Hélène W.

Bonjour Hélène,
Les résultats officiels ne donnant accès pas ce type d'information, seuls les sondages effectués à la sortie des urnes permettent d'avoir une indication, et ils sont à prendre avec beaucoup de précautions. Pour les élections européennes, un sondage Ipsos-Sopra Steria pour Radio France et France Télévisions (réalisé auprès de 5 433 électeurs) donne quelques indications :

- La liste Europe Ecologie-Les Verts de Yannick Jadot arrive en tête chez les 18-24 ans (25 % des votes de la catégorie d'âge) et chez les 25-34 ans (28 %) ;

- La liste du Rassemblement national a remporté son match contre La République en marche chez les 35-49 ans (26 % des suffrages) et chez les 50-59 ans (30 %) ;

D'autres éléments de synthèse de cette enquête sont disponibles sur le site d'Ipsos. Pour les autres pays, cette répartition n'est pas encore connue.
https://www.lemonde.fr/international/live/2019/05/27/elections-europeennes-2019-en-direct-les-enseignements-du-scrutin_5467862_3210.html